



# Newsletter N° 232

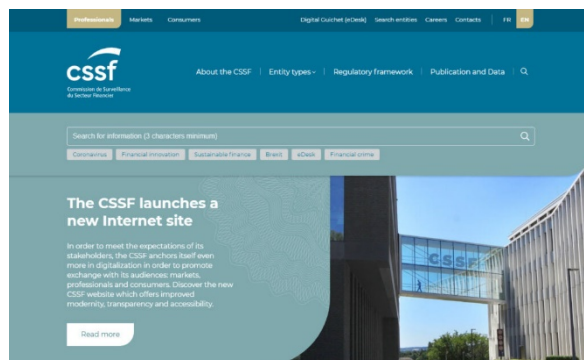
Mai 2020

<b>ACTUALITÉS</b> .....	<b>3</b>
NOUVEAU SITE INTERNET ET NOUVELLE IDENTITE GRAPHIQUE .....	3
INTERVIEWS DE CLAUDE MARX, DIRECTEUR GENERAL DE LA CSSF .....	4
<b>CORONAVIRUS : INFORMATIONS POUR TOUTES LES ENTITÉS SURVEILLÉES</b> .....	<b>5</b>
INFORMATIONS DE LA CSSF .....	5
RESUME DES COMMUNICATIONS PAR LES AUTORITES EUROPEENNES.....	6
<b>QUESTIONS/RÉPONSES</b> .....	<b>9</b>
<b>AVERTISSEMENTS</b> .....	<b>9</b>
AVERTISSEMENTS DE LA CSSF .....	9
AVERTISSEMENT PUBLIE PAR UNE AUTRE AUTORITE.....	9
AVERTISSEMENTS PUBLIES PAR L'OICV-IOSCO.....	10
<b>RÉGLEMENTATION NATIONALE</b> .....	<b>10</b>
CIRCULAIRE CSSF-CPDI 20/20 - RECENSEMENT DU MONTANT DES DEPOTS GARANTIS .....	10
CIRCULAIRE CSSF-CODERES 20/10.....	10
CIRCULAIRE 20/741 - MORATOIRES LEGISLATIFS ET NON LEGISLATIFS SUR LES REMBOURSEMENTS DE PRETS APPLIQUES EN RAISON DE LA PANDEMIE DE COVID-19 .....	10
CIRCULAIRE CSSF 20/742 – LBC/FT.....	10
<b>LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME</b> .....	<b>11</b>
LIGNES DIRECTRICES EN MATIERE D'IDENTITE DIGITALE ( <i>GUIDANCE ON DIGITAL IDENTITY</i> ).....	11
<b>COMMUNIQUÉS</b> .....	<b>13</b>
<b>RETRAITS DÉCIDÉS PAR LA CSSF</b> .....	<b>14</b>
<b>STATISTIQUES</b> .....	<b>14</b>
BANQUES : SOMME DES BILANS AU 31 DECEMBRE 2019 EN BAISSSE .....	14
EMPLOI TOTAL DANS LES BANQUES, PSF, ETABLISSEMENTS DE PAIEMENT, ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE ET SOCIETES DE GESTION (CHAPITRE 15) : EMPLOI TOTAL AU 31 MARS 2020 EN HAUSSE.....	15
ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT : SOMME DES BILANS AU 31 MARS 2020 EN HAUSSE.....	15
PSF SPECIALISES : SOMME DES BILANS AU 31 MARS 2020 EN HAUSSE.....	16
PSF DE SUPPORT : SOMME DES BILANS AU 31 MARS 2020 EN HAUSSE .....	16
OPC (SITUATION AU 31 MARS 2020) .....	17
OPC (SITUATION AU 30 AVRIL 2020).....	21
SOCIETE DE GESTION (CHAPITRE 15) : SOMME DES BILANS AU 31 MARS 2020 EN BAISSSE.....	25
FONDS DE PENSION .....	25
ORGANISMES DE TITRISATION.....	25
SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT .....	25
PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ.....	26
ÉMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ÉTAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE DES EMETTEURS (LA « LOI TRANSPARENCE ») .....	29
<b>RESSOURCES HUMAINES</b> .....	<b>29</b>
<b>ACTUALITES EUROPEENNES/INTERNATIONALES DE FÉVRIER 2020</b> .....	<b>30</b>
BANKING REGULATION AND SINGLE SUPERVISORY MECHANISM.....	30
FINANCIAL STABILITY BOARD (FSB) .....	36
NEWS OF THE EUROPEAN SECURITIES AND MARKETS AUTHORITY (ESMA).....	36
<b>CHIFFRES CLÉS</b> .....	<b>39</b>

## ACTUALITÉS

### Nouveau site Internet et nouvelle identité graphique

La CSSF a franchi un pas de plus dans la mise en place de sa stratégie CSSF 4.0 qui vise à accompagner l'institution dans sa transformation face aux défis de l'ère digitale. Cette stratégie comporte des dimensions technologiques (utilisation accrue des nouvelles technologies, telles que les outils numériques, l'intelligence artificielle, le big data.), mais également organisationnelles et humaines.



Son nouveau site Internet, lancé le 11 mai 2020, répond aux attentes en matière d'interactivité et d'accès à l'information de ses parties-prenantes : marchés, professionnels du secteur financier et consommateurs. Le site offre ainsi une navigation plus intuitive et plus personnalisée, ainsi qu'un certain nombre de fonctionnalités améliorées :

- un accès direct aux informations par profil professionnel ;
- un moteur de recherche plus performant et des liens directs vers les thématiques du moment ;
- une meilleure valorisation des actualités, statistiques et publications ;
- une bibliothèque dédiée au cadre légal et juridique ;
- un accès plus direct aux applications et eServices proposés aux professionnels ainsi qu'aux consommateurs.

Vitrine de l'institution, le site est également le premier de ses canaux de communication à arborer la nouvelle identité graphique pour que chacune de nos prises de parole reflète au mieux l'état d'esprit d'une institution consciente des défis qui l'attendent et résolument tournée vers l'avenir.

LE LOGO TYPE

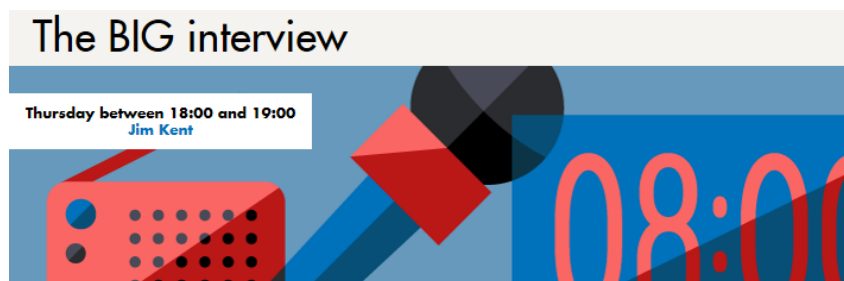


Les valeurs et les missions de la CSSF sont représentées au travers d'une forme identitaire traduisant la solidité de l'institution, la rigueur de son travail, son ouverture au monde et sa capacité à accompagner les professionnels du secteur financier tout comme de protéger les consommateurs.

La CSSF est un acteur clé du secteur financier, rouage incontournable de l'économie luxembourgeoise. La nouvelle identité de l'institution fait la part belle aux visuels illustrant le dynamisme du pays, suggérant des flux ou tout simplement les interactions entre ses collaborateurs.

Lien vers la vidéo de présentation : <https://vimeo.com/415187164>.

## Interviews de Claude Marx, Directeur général de la CSSF



7 mai 2020, interview en langue anglaise accordé à radio 100,7 concernant notamment l'action du régulateur pendant la crise du coronavirus : <http://bit.ly/2A2kpjA>.



Intervention en langue luxembourgeoise dans le cadre du journal télévisé de RTL Tele Lëtzebuerg portant notamment sur rôle des banques dans la crise économique liée à la pandémie. <https://www.rtl.lu/tele/de-journal-vun-der-tele/v/3206243.html>



20 mai 2020, entretien en langue anglaise avec Rajaa Mekouar CEO de la Luxembourg Private Equity Association autour de la question "Is the CSSF future fit ?" : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_XCbsUB5Uec&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=_XCbsUB5Uec&feature=youtu.be).

## CORONAVIRUS : INFORMATIONS POUR TOUTES LES ENTITÉS SURVEILLÉES

### Informations de la CSSF

Les récentes mesures d'assouplissement du confinement prises par le gouvernement luxembourgeois ne signalent pas la fin de la pandémie de COVID-19. Au vu du nombre de personnes directement employées dans le secteur des services financiers, qui est supérieur à 50.000 personnes, la CSSF recommande vivement aux entités surveillées de continuer à faire preuve d'une grande vigilance avant d'envisager de permettre un retour au bureau, ceci afin de contribuer à maintenir les infections à un niveau bas et d'assurer la continuité des activités. Il est ainsi recommandé :

1. de continuer le télétravail dans la mesure du possible ;
2. de limiter au minimum le retour au lieu de travail, à savoir lorsque les tâches ne peuvent pas être exécutées à distance. Un exemple serait celui des succursales ayant des interactions avec la clientèle ;
3. de tenir les réunions externes par visio ou audio-conférence au lieu de réunions physiques.

Lorsque le personnel est autorisé à retourner au bureau, des directives strictes en matière de protection sanitaire du personnel devront être établies par écrit, discutées avec le personnel ou leurs délégués, et publiées à l'attention de tout le personnel. Ces directives devront porter sur les éléments suivants :

1. Identification au sein du personnel des personnes vulnérables, ou faisant partie d'un ménage dont un membre est une personne vulnérable, et qui doivent rester à la maison. Veuillez-vous reporter à la recommandation du Conseil supérieur des maladies infectieuses <https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/index.html>.
2. Critères de sélection pour le personnel qui revient travailler sur son lieu de travail pour l'ensemble de l'entité et par département.
3. Le nombre maximum de membres du personnel pouvant travailler en toute sécurité, en respectant une distance d'au moins 2 mètres de chaque côté (sauf en cas de séparation par une cloison). Les postes de travail disponibles et indisponibles devront être clairement marqués.
4. Rotation du personnel travaillant au bureau, si une telle rotation est prévue.
5. Accès et départ du bureau.
6. Circulation dans les bureaux, y compris des éléments tels que le port de masques lorsqu'une distance de 2 mètres ne peut être garantie, l'utilisation des ascenseurs et des escaliers.
7. Règles en matière de réunions internes. À moins qu'une distance de 2 mètres ne soit respectée, les réunions internes devront se tenir par visio ou audio-conférence.
8. Accès aux espaces de restauration, espaces café et espaces de rencontre.
9. Nettoyage des espaces et de l'équipement de bureau.
10. Affichage des règles d'hygiène, telles que publiées par le gouvernement luxembourgeois (version du 12 mai 2020) : [https://msan.gouvernement.lu/dam-assets/covid-19/fiches\\_information/fr/Fiche-GB-FR.pdf](https://msan.gouvernement.lu/dam-assets/covid-19/fiches_information/fr/Fiche-GB-FR.pdf).

Nous réviserons les recommandations mentionnées ci-dessus selon l'évolution de

la pandémie et des recommandations du gouvernement luxembourgeois.

Pour de plus amples informations, veuillez vous référer à l'adresse suivante :

<https://www.cssf.lu/fr/2020/05/communications-et-initiatives-de-la-cssf-dans-le-contexte-du-covid-19/>.

## Résumé des communications par les autorités européennes

Une tribune libre par Andrea Enria, Président du Conseil de surveillance de la BCE, sur les initiatives de la BCE suite à l'épidémie du Covid-19 a été publiée le 30 mars 2020 dans Les Échos, Expansión, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Phileleftheros, La Stampa et Ta Nea, le 31 mars 2020 dans Jornal de Negócios et le 1<sup>er</sup> avril 2020 dans le Times of Malta et le 3 avril 2020 dans le Latvijas Avīze.

<https://www.bankingsupervision.europa.eu/press/interviews/date/2020/html/ssm.in200401~c19a2ad1ed.en.html>

Le 1<sup>er</sup> avril 2020, la BCE a envoyé une lettre à l'attention des établissements importants concernant l'application de la norme IFRS 9 dans le contexte de la pandémie du Covid-19.

[https://www.bankingsupervision.europa.eu/press/letterstobanks/shared/pdf/2020/ssm.2020\\_letter\\_IFRS\\_9\\_in\\_the\\_context\\_of\\_the\\_coronavirus\\_COVID-19\\_pandemic.en.pdf?b543f9408a8480e04748a3b0185d8cf3](https://www.bankingsupervision.europa.eu/press/letterstobanks/shared/pdf/2020/ssm.2020_letter_IFRS_9_in_the_context_of_the_coronavirus_COVID-19_pandemic.en.pdf?b543f9408a8480e04748a3b0185d8cf3)

Le 2 avril 2020, l'ESMA a mis à jour son évaluation des risques afin de prendre en compte l'impact de la pandémie du Covid-19.

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-updates-its-risk-assessment-in-light-covid-19-pandemic>

Le 2 avril 2020, l'ESMA a rappelé qu'elle opérait à distance pendant la pandémie du Covid-19 et que son personnel était en télétravail depuis le 16 mars 2020.

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/covid-19-update-esma-continues-operate-during-ongoing-pandemic>

Le 2 avril 2020, suite à la publication de sa déclaration concernant l'application du cadre prudentiel relatif au défaut, à la renégociation et à la norme IFRS9, compte tenu des mesures Covid-19, l'ABE a publié des orientations plus détaillées concernant les critères à remplir par le moratoire législatif et non législatif appliqué avant le 30 juin 2020.

L'objectif de ces orientations est de clarifier les exigences pour les moratoires publics et privés qui, si elles sont remplies, aideront à éviter la classification des expositions en vertu de la définition des mesures de renégociation ou en défaut en vertu de la restructuration en urgence.

<https://eba.europa.eu/eba-publishes-guidelines-treatment-public-and-private-moratoria-light-covid-19-measures>

Le 3 avril 2020, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a fixé des mesures supplémentaires afin de réduire l'impact du Covid-19 sur le système bancaire mondial.

Ces mesures soutiennent les prêts par les banques à l'économie réelle et fournissent une capacité opérationnelle additionnelle aux banques et aux autorités de surveillance pour répondre aux priorités immédiates de stabilité financière.

Elles complètent les mesures précédentes publiées par l'instance de gouvernance du Comité de Bâle, le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire.

<https://www.bis.org/press/p200403.htm>

Le 9 avril 2020, compte tenu des effets de la pandémie du Covid-19 sur les parties prenantes et participants de marché, l'ESMA a décidé de prolonger, au 14 juin 2020, la date pour l'envoi des réponses à la consultation sur le rapport de révision MiFID II/MiFIR en matière de régime de transparence pour les instruments autres que des actions ou instruments assimilés et les obligations de négociation pour les instruments dérivés.

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-extends-mifid-ii-mifir-transparency-review-report-consultation-14-june-2020>

Le 9 avril 2020, l'ESMA a publié une déclaration publique prolongeant l'application des calculs annuels de transparence pour les instruments autres que des actions ou instruments assimilés et les calculs pour le test par les internalisateurs systématiques des dérivés, ETC, ETN, quotas d'émission et les produits financiers structurés en vertu de MiFID II.

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-postpones-publication-dates-annual-non-equity-transparency-calculations>

Le 14 avril 2020, le Président du Conseil de stabilité financière (CSF) a envoyé une lettre aux ministres des finances du G20 et aux gouverneurs des banques centrales en prévision de leur réunion virtuelle du 15 avril.

Face à la pandémie du Covid-19, la lettre souligne deux défis auxquels le système financier mondial doit faire face : tout d'abord, la nécessité accrue de crédits à travers l'économie mondiale et, ensuite, le niveau actuel d'incertitudes marqué concernant la valeur d'une large gamme d'actifs.

<https://www.fsb.org/2020/04/fsb-chairs-letter-to-g20-finance-ministers-and-central-bank-governors-april-2020/>

Le 15 avril 2020, le CSF a publié un rapport présentant les conséquences pour la stabilité financière et les mesures politiques prises afin de faire face à l'impact de la pandémie du Covid-19.

<https://www.fsb.org/2020/04/covid-19-pandemic-financial-stability-implications-and-policy-measures-taken/>

Le 15 avril 2020, la BCE a publié une lettre du Président du Conseil de surveillance à l'attention d'un membre du Parlement européen en réponse à une demande écrite concernant les mesures en relation avec le Covid-19 prises pour le système bancaire.

[https://www.bankingsupervision.europa.eu/ecb/pub/pdf/ssm.mepletter200414\\_Kyrtos-3b992d9520.en.pdf?956f803d5b3b991e91ef913f67b308f4](https://www.bankingsupervision.europa.eu/ecb/pub/pdf/ssm.mepletter200414_Kyrtos-3b992d9520.en.pdf?956f803d5b3b991e91ef913f67b308f4)

A la même date, la BCE indique, dans une lettre, reconnaître les défis opérationnels auxquels les banques font face dus à la pandémie du Covid-19 et soutenir la déclaration de l'ABE sur le reporting prudentiel et les renseignements de pilier 3.

[https://www.bankingsupervision.europa.eu/press/letterstobanks/shared/pdf/2020/ssm.letterstobanks\\_200415\\_Supervisory\\_reporting\\_measures\\_in\\_the\\_context\\_of\\_the\\_coronavirus\\_COVID-19\\_pandemic.en.pdf?24b6dab5ac67873a7d22862a79f7856c](https://www.bankingsupervision.europa.eu/press/letterstobanks/shared/pdf/2020/ssm.letterstobanks_200415_Supervisory_reporting_measures_in_the_context_of_the_coronavirus_COVID-19_pandemic.en.pdf?24b6dab5ac67873a7d22862a79f7856c)

Le 15 avril 2020, la BCE a publié une communication reconnaissant les difficultés posées par les circonstances actuelles pour la collecte de données statistiques, invitant les banques centrales nationales et les agents déclarants à trouver des solutions pragmatiques dans le cadre légal existant et offrant tout son soutien dans leurs efforts.

[https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/ecb.200415\\_communication\\_reporting\\_agents\\_on\\_statistical\\_info\\_covid-563fcc78b.en.pdf](https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/ecb.200415_communication_reporting_agents_on_statistical_info_covid-563fcc78b.en.pdf)

Le 16 avril 2020, la BCE a annoncé l'abaissement temporaire des exigences de fonds propres relatives au risque de marché, en autorisant les banques à ajuster la composante prudentielle de ces exigences. La BCE abaisse temporairement une mesure prudentielle appliquée aux banques – le multiplicateur qualitatif du risque de marché – qui est fixé par les autorités de surveillance et est utilisé pour compenser l'éventuelle sous-estimation par les banques de leurs exigences en fonds propres relatives au risque de marché. Avec cette décision, la BCE réagit aux niveaux de volatilité exceptionnels enregistrés sur les marchés financiers depuis l'épidémie du Covid-19.

<https://www.bankingsupervision.europa.eu/press/pr/date/2020/html/ssm.pr200416-ecf270bca8.en.html>

Le 17 avril 2020, l'ESMA a publié des Questions/réponses afin de fournir des lignes directrices aux émetteurs en matière d'application des « Orientations sur les indicateurs alternatifs de performance » de l'ESMA dans le contexte de la pandémie du Covid-19.

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-issues-new-qa-alternative-performance-measures-in-context-covid-19>



Le 22 avril 2020, faisant suite à ses communications stratégiques du 12, 25 et 31 mars et du 2 avril, l'ABE fournit des clarifications supplémentaires sur la manière dont la flexibilité additionnelle orientera les approches de surveillance en relation avec le risque de marché, le processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory Review and Evaluation Process, SREP*), les plans de recouvrement, la résilience opérationnelle digitale et le risque TIC et la titrisation.

<https://eba.europa.eu/eba-provides-further-guidance-use-flexibility-relation-covid-19-and-calls-heightened-attention-risks>

Le 29 avril 2020, la BCE a publié une communication reconnaissant les défis posés par la pandémie du Covid-19 aux agents déclarants pour la collecte des données statistiques et par laquelle la BCE communique sa décision de reporter la date de soumission pour quelques catégories spécifiques de statistiques.

[https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/ecb.200429\\_extension\\_deadlines\\_statistical\\_info\\_covid~13f0c6dca1.en.pdf](https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/ecb.200429_extension_deadlines_statistical_info_covid~13f0c6dca1.en.pdf)

## QUESTIONS/RÉPONSES

Les Questions/réponses relatives à la Loi Transparence et au Règlement grand-ducal Transparence ont été mises à jour le 29 avril 2020.

Le document peut être téléchargé à l'adresse suivante :

<https://www.cssf.lu/fr/document/loi-transparence-et-reglement-grand-ducal-transparence-questions-reponses/>.

## AVERTISSEMENTS

### Avertissements de la CSSF

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a émis les avertissements suivants :

- [Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée GoldenCFD Broker Firma](#)
- [Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Terra-Finance LTD](#)
- [Avertissement concernant le site Internet \[www.findealadvisers.com\]\(http://www.findealadvisers.com\)](#)

Étant donné le nombre important de sites Internet frauduleux constatés récemment, la CSSF vous recommande de vérifier que l'entité avec laquelle vous souhaitez traiter est surveillée par la CSSF en utilisant l'application « [Recherche entités](#) ». En cas de doute, veuillez contacter la CSSF.

### Avertissement publié par une autre autorité

- [Avertissement publié par l'autorité britannique \(FCA\) concernant les activités d'une entité dénommée Falcon Fund Management \(clône d'une société autorisée dans l'EEE\)](#)

### **Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO**

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

[http://www.iosco.org/investor\\_protection/?subsection=investor\\_alerts\\_portal](http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal).

## **RÉGLEMENTATION NATIONALE**

### **Circulaire CSSF-CPDI 20/20 - Recensement du montant des dépôts garantis**

La circulaire a pour objet de solliciter des informations sur les dépôts, en particulier sur les dépôts garantis, en date du 31 mars 2020 de tous les établissements de crédit de droit luxembourgeois, de la POST Luxembourg du chef de ses prestations de services financiers postaux ainsi que des succursales d'établissements de crédit ayant leur siège dans un pays tiers.

### **Circulaire CSSF-CODERES 20/10**

La circulaire fournit des informations concernant la perception des contributions ex ante 2020 conformément aux articles 69 et 70 du règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 pour le Fonds de résolution unique.

### **Circulaire 20/741 - Moratoires législatifs et non législatifs sur les remboursements de prêts appliqués en raison de la pandémie de COVID-19**

L'objet de la circulaire est d'informer les personnes concernées que la CSSF, en sa qualité d'autorité compétente, se conforme aux Orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) sur les moratoires législatifs et non législatifs sur les remboursements de prêts appliqués en raison de la pandémie de COVID-19 (EBA/GL/2020/02). En conséquence, la CSSF a intégré ces Orientations dans sa pratique administrative et son approche réglementaire en vue de promouvoir la convergence prudentielle dans ce domaine au niveau européen. Toutes les entités qui ont adhéré aux moratoires généraux sur les paiements en place jusqu'au 30 juin 2020 et qui souhaitent bénéficier des Orientations EBA/GL/2020/02 sont tenues de se conformer à celles-ci.

### **Circulaire CSSF 20/742 – LBC/FT**

La circulaire vise à attirer l'attention des professionnels du secteur financier sur les changements majeurs que les deux lois du 25 mars 2020 apportent au dispositif de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« LBC/FT ») applicable au secteur financier luxembourgeois tel que prévu par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. La version coordonnée de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme est disponible en français et en anglais à l'adresse : <https://www.cssf.lu/fr/document/loi-du-12-novembre-2004/>.

## LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

### Lignes directrices en matière d'identité digitale (*Guidance on Digital Identity*)

À travers ses lignes directrices en matière d'identité digitale publiées en mars 2020, le Groupe d'action financière (« GAFI ») vise à aider le secteur financier et les parties prenantes concernées à comprendre comment les systèmes d'identification digitale peuvent être utilisés afin d'appliquer certains éléments particuliers de vigilance à l'égard de la clientèle conformément, entre autres, à la Recommandation 10 du GAFI et une approche fondée sur le risque. Les professionnels qui se réfèrent aux systèmes d'identification digitale utilisent des moyens électroniques afin d'assurer et de prouver l'identité officielle d'une personne en ligne (de manière digitale) et/ou les *in-person environments* à plusieurs niveaux d'assurance, selon le GAFI. Tout en prenant une position neutre sur le plan technologique, le GAFI souligne les avantages des nouvelles technologies afin de soutenir une mise en œuvre forte des normes LBC/FT en les combinant à des contrôles d'assurance technologiques approfondis, en respectant, notamment, les normes internationales (telles que fixées par le National Institute of Standards and Technology des États-Unis, le règlement européen e-IDAS, ou la norme ISO en cours d'élaboration).

D'une part, le document met l'accent sur l'identification des personnes physiques par les professionnels, également dans le contexte du recours à des tiers par le professionnel.

D'autre part, le document fournit des détails sur les prestataires de services d'identification digitale qui doivent démontrer une compréhension approfondie des normes LBC/FT applicables dans les cadres légaux et réglementaires des pays respectifs, solliciter les tests de certification et d'assurance y relatifs du gouvernement ou des organismes experts autorisés et coopérer de manière adéquate avec les entités régulées, tout en garantissant des niveaux appropriés de vérification et authentification de l'identité.

Malgré l'impact positif que la technologie liée à l'identité digitale peut avoir en matière de vigilance à l'égard de la clientèle, telle qu'une meilleure expérience du client, des économies de temps et de coûts, une amélioration du processus de contrôle des transactions et des bénéfices pour l'intégration financière, elle peut également être associée à des risques particuliers qui, s'ils ne sont pas adressés de manière adéquate, peuvent empêcher l'application de la Recommandation 10 et les exigences y relative en vertu des normes du GAFI, selon lesquelles les professionnels doivent identifier, évaluer et mitiger les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme qui peuvent résulter de l'utilisation des nouvelles technologies ou des technologies en développement à la fois pour les nouveaux produits et les produits préexistants.

Enfin, les lignes directrices établissent une description détaillée des systèmes

d'identification digitale de base et des acteurs et analysent divers scénarios de processus technologique qui peuvent s'appliquer, de même que les études de cas qui se réfèrent à l'utilisation de la technologie d'identification digitale dans divers pays.

Dans ce contexte, la CSSF souhaite attirer l'attention des professionnels à la circulaire CSSF 20/740 relative aux conséquences de la pandémie COVID-19 en matière de criminalité financière et de LBC/FT publiée le 10 avril 2020 dans laquelle la CSSF a déjà abordé les lignes directrices en matière d'identité digitale du GAFI. En effet, en raison de la pandémie du COVID-19, les règles en matière de distance sociale empêchent le professionnel à rencontrer leurs clients en personne. Même si les situations peuvent diverger, la justification de l'utilisation de systèmes d'identification digitale reste valable également dans le contexte du COVID-19. En particulier, le point 3.3. concernant la vigilance à l'égard de la clientèle de cette circulaire fournit des lignes directrices utiles sur la manière de mettre en œuvre ces mesures par les professionnels, par exemple, lorsque le client n'est pas physiquement présent pour les besoins d'identification et de vérification de l'identité.

De même, la CSSF souhaite attirer l'attention sur les Questions/réponses de la CSSF en matière de LBC/FT et d'exigences informatiques applicables à des entrées en relation d'affaires/mesures de vigilance particulières, publiées le 8 avril 2016 et modifiées le 8 mars 2018, qui fournissent des lignes directrices supplémentaires aux professionnels qui entendent mettre en œuvre les mesures d'identification/vérification par vidéo chat. La CSSF rappelle que l'identification par vidéo est autorisée afin de prendre en compte les développements technologiques mais ne détourne pas des obligations en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les professionnels du secteur financier peuvent, en effet, sous certaines conditions, identifier leurs clients, y compris les bénéficiaires effectifs, ou vérifier leur identité à travers la vidéoconférence. Chaque professionnel doit effectuer sa propre analyse en fonction de ses procédures et prendre en compte son cadre LBC/FT et l'utilisation de la vidéoconférence devrait être considérée de manière isolée. Avant l'identification ou la vérification par vidéo, des procédures additionnelles doivent être mises en place, y compris l'élaboration d'un guide pour réaliser la vidéoconférence, la vigilance en termes de sécurité informatique et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, l'exigence d'une formation appropriée pour la personne en charge de cette tâche, l'utilisation d'installations adéquates pour la réalisation du processus, ainsi que l'existence de procédures internes appropriées.

Il convient de souligner que le professionnel qui fait usage de ce processus d'identification vidéo est entièrement responsable de la conformité à ses obligations de vigilance à l'égard de la clientèle en vertu du cadre luxembourgeois en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et, par conséquent, le professionnel garde l'entière responsabilité de la conformité à ces obligations professionnelles, même en cas d'externalisation de l'identification par vidéo à un prestataire de service externe.

## COMMUNIQUÉS

Date	Publications
17.04.2020	<a href="#"><u>Coronavirus (Covid-19) : Travail à domicile</u></a>
27.04.2020	<a href="#"><u>Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de février 2020</u></a>
28.04.2020	<a href="#"><u>Comptes de profits et pertes des établissements de crédit au 31 décembre 2019</u></a>
29.04.2020	<a href="#"><u>Modalités pratiques relatives à l'EAP – Session 2020</u></a>
30.04.2020	<a href="#"><u>Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de mars 2020</u></a>
04.05.2020	<a href="#"><u>Surveillance LBC/FT du secteur des organismes de placement collectif pendant la crise liée au Covid-19</u></a>
08.05.2020	<a href="#"><u>Claude Marx, Directeur général de la CSSF, sur les actions du régulateur pendant la crise du coronavirus</u></a>
11.05.2020	<a href="#"><u>Education financière</u></a>
11.05.2020	<a href="#"><u>Découvrez le nouveau site Internet de la CSSF</u></a>
11.05.2020	<a href="#"><u>Une nouvelle identité graphique pour la CSSF</u></a>
11.05.2020	<a href="#"><u>LUXTRUST : comment se procurer un certificat afin d'accéder à eDesk</u></a>
12.05.2020	<a href="#"><u>Les banques font partie de la solution à la crise économique</u></a>
13.05.2020	<a href="#"><u>Mise en place de notifications dans eDesk pour gestionnaires de fonds d'investissement sur les problèmes d'OPC et rachats importants (« IFM Notification – Fund issues/Large redemptions »)</u></a>
14.05.2020	<a href="#"><u>Coronavirus (Covid-19) : Recommandations au marché sur le télétravail et un éventuel retour au bureau</u></a>
27.05.2020	<a href="#"><u>Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois d'avril 2020</u></a>

## RETRAITS DÉCIDÉS PAR LA CSSF

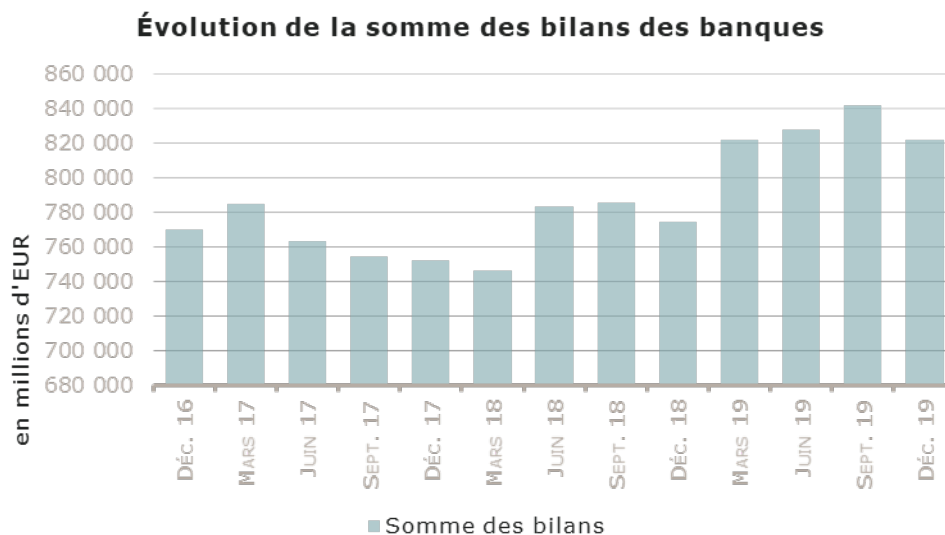
Suite à la décision prise par la CSSF de retirer l'organisme de placement collectif ARKISS SICAV de la liste officielle des organismes de placement collectif, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VIe Chambre, siégeant en matière commerciale a, par jugement du 23 avril 2020, déclaré la dissolution et a ordonné la liquidation de l'organisme de placement collectif ARKISS SICAV. Le même jugement a nommé juge commissaire Monsieur Laurent Lucas et liquidateur Monsieur Christian Steinmetz.

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé MENA JOINT INVESTMENT FUND S.C.A., SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 27 avril 2020.

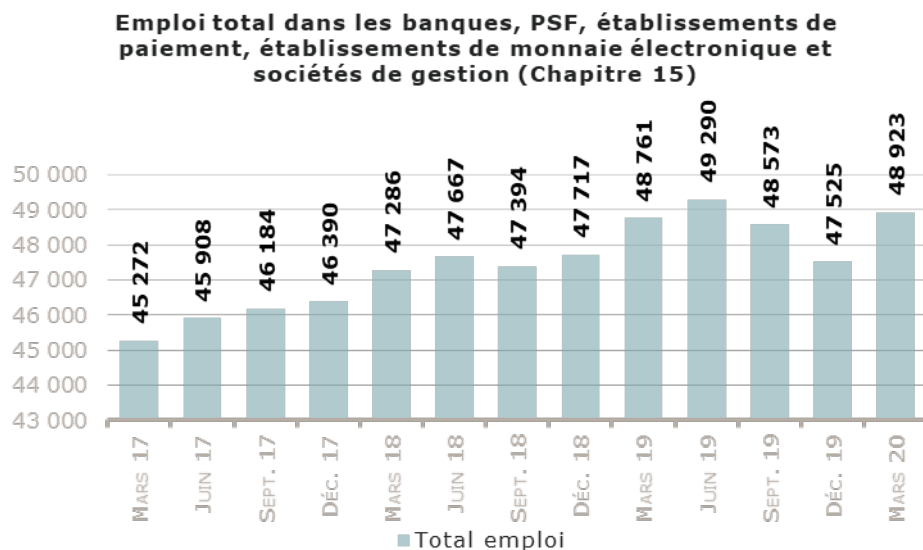
Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé MERIT CAPITAL SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 5 mai 2020.

## STATISTIQUES

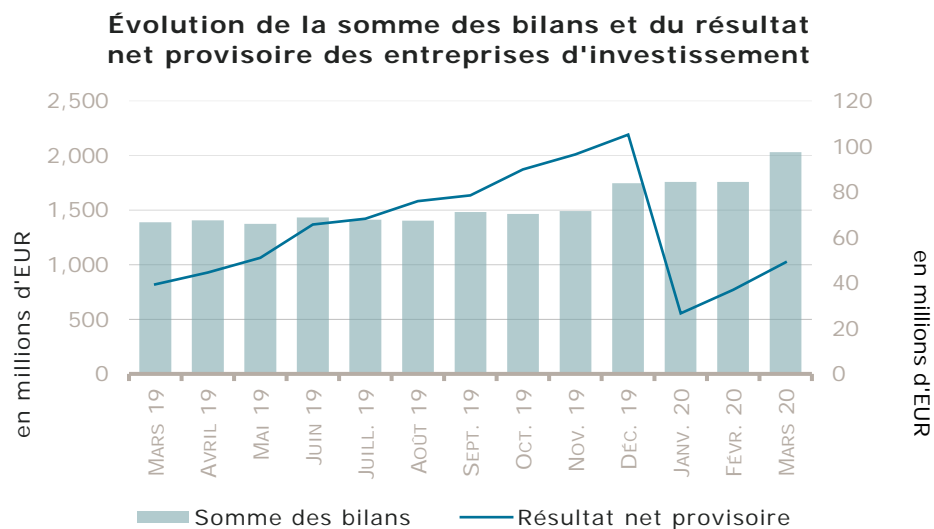
**Banques : somme des bilans au 31 décembre 2019 en baisse**



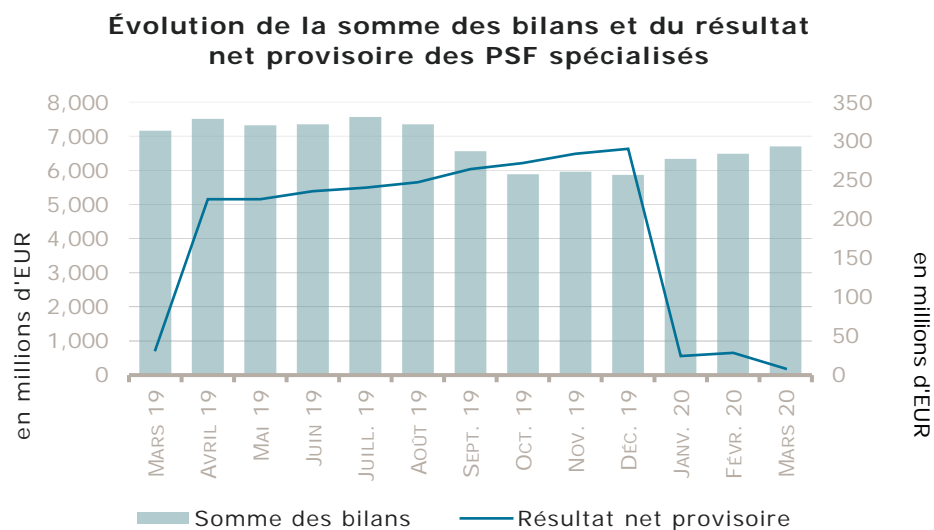
**Emploi total dans les banques, PSF, établissements de paiement, établissements de monnaie électronique et sociétés de gestion (Chapitre 15) : Emploi total au 31 mars 2020 en hausse**



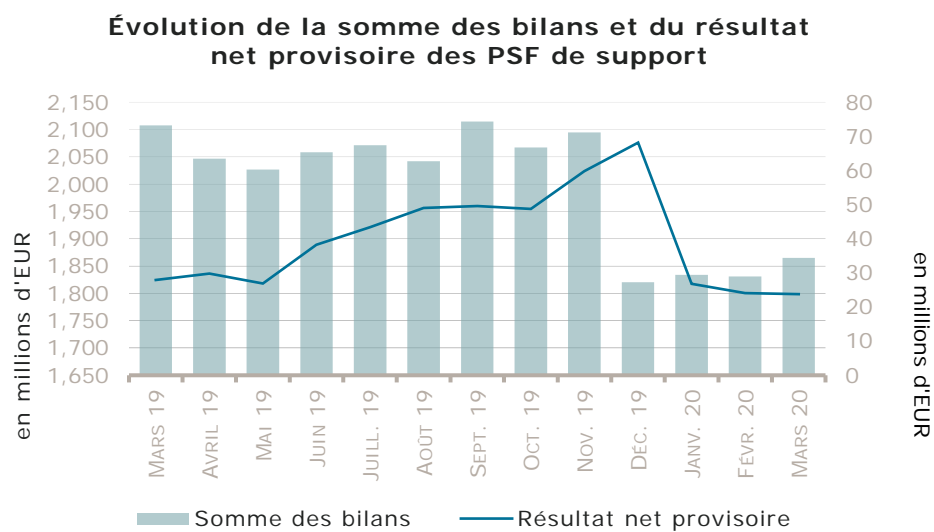
**Entreprises d'investissement : somme des bilans au 31 mars 2020 en hausse**



## PSF spécialisés : somme des bilans au 31 mars 2020 en hausse



## PSF de support : somme des bilans au 31 mars 2020 en hausse

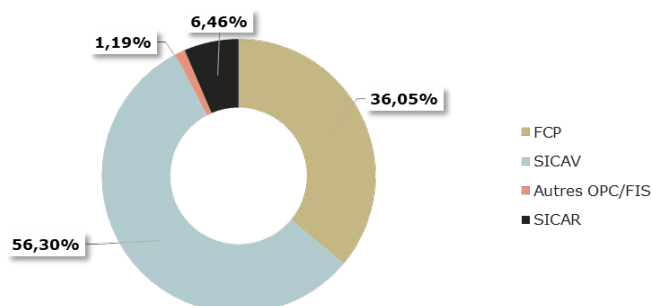




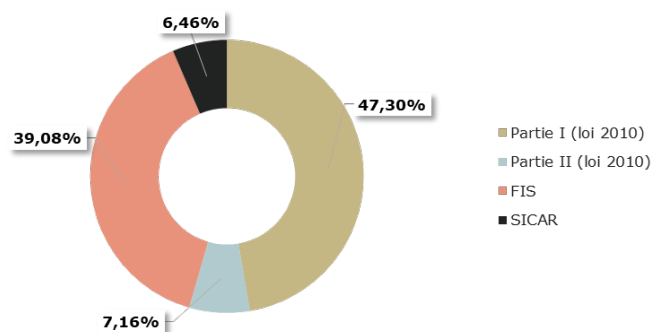
## OPC (Situation au 31 mars 2020)

### Nombre d'OPC

Répartition selon la forme juridique



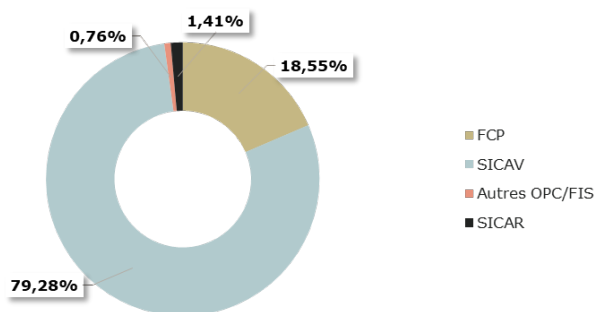
Répartition selon loi et partie applicables



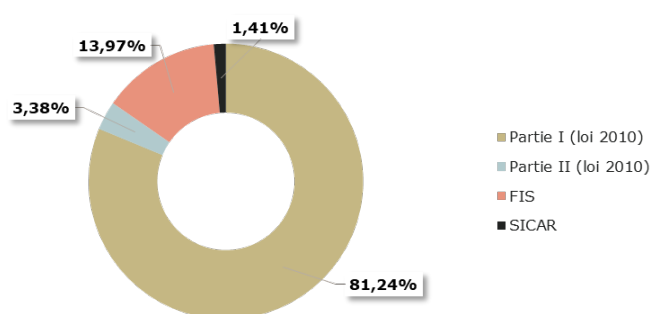
	FCP	SICAV	Autres OPC / FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	905	845	0	0	<b>1 750</b>
Partie II (loi 2010)	132	131	2	0	<b>265</b>
FIS	297	1 107	42	0	<b>1 446</b>
SICAR	0	0	0	239	<b>239</b>
<b>Total</b>	<b>1 334</b>	<b>2 083</b>	<b>44</b>	<b>239</b>	<b>3 700</b>

### Actifs nets des OPC

Répartition selon la forme juridique



Répartition selon loi et partie applicables



	FCP	SICAV	Autres OPC / FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	543,730	2 827,855	0,000	0,000	<b>3 371,585</b>
Partie II (loi 2010)	45,222	94,512	0,467	0,000	<b>140,201</b>
FIS	180,705	367,850	31,207	0,000	<b>579,762</b>
SICAR	0,000	0,000	0,000	58,368	<b>58,368</b>
<b>Total</b>	<b>769,657</b>	<b>3 290,217</b>	<b>31,674</b>	<b>58,368</b>	<b>4 149,916</b>

## Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 259,368	3 229
Valeurs mobilières à revenu variable	1 141,361	4 072
Valeurs mobilières diversifiées	857,103	3 804
Fonds de fonds	250,851	2 075
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	362,572	222
Liquidités	9,796	17
Valeurs mobilières non cotées	44,137	223
Capitaux à risque élevé	2,670	28
Immobilier	87,226	327
Futures et/ou Options	11,531	107
Autres valeurs	64,933	290
Public-to-Private	0,126	3
Mezzanine	1,195	11
Venture Capital (SICAR)	7,558	75
Private Equity (SICAR)	49,489	287
<b>TOTAL</b>	<b>4 149,916</b>	<b>14 770</b>

## Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités	Émissions (en mia €)	Rachats (en mia €)	Émissions nettes (en mia €)
<b>PARTIE I</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 147,461	2 701	85,124	151,115	-65,991
Valeurs mobilières à revenu variable	1 070,944	3 732	62,279	100,100	-37,821
Valeurs mobilières diversifiées	675,094	2 762	31,458	61,302	-29,844
Fonds de fonds	118,636	883	2,792	5,647	-2,855
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	341,015	177	278,764	268,305	10,459
Liquidités	9,748	14	5,323	4,256	1,067
Futures et/ou Options	6,079	51	0,452	0,728	-0,276
Autres valeurs	2,608	10	0,126	0,145	-0,019
<b>TOTAL PARTIE I</b>	<b>3 371,585</b>	<b>10 330</b>	<b>466,318</b>	<b>591,598</b>	<b>-125,280</b>
<b>PARTIE II</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	17,526	90	0,660	1,069	-0,409
Valeurs mobilières à revenu variable	15,135	59	0,449	0,280	0,169
Valeurs mobilières diversifiées	48,331	192	2,770	5,918	-3,148
Fonds de fonds	25,565	228	0,563	0,581	-0,018
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	17,003	35	2,553	2,543	0,010
Liquidités	0,000	0	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	8,321	17	0,144	0,049	0,095
Capitaux à risque élevé	0,029	1	0,000	0,000	0,000
Immobilier	2,618	20	0,024	0,000	0,024
Futures et/ou Options	1,385	18	0,006	0,039	-0,033
Autres valeurs	4,288	16	0,233	0,069	0,164
<b>TOTAL PARTIE II</b>	<b>140,201</b>	<b>676</b>	<b>7,402</b>	<b>10,548</b>	<b>-3,146</b>
<b>FIS</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	94,381	438	7,965	7,789	0,176
Valeurs mobilières à revenu variable	55,282	281	2,306	1,188	1,118
Valeurs mobilières diversifiées	133,678	850	2,038	2,499	-0,461
Fonds de fonds	106,650	964	2,896	2,036	0,860
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	4,554	10	3,113	4,205	-1,092
Liquidités	0,048	3	0,002	0,001	0,001
Valeurs mobilières non cotées	35,816	206	0,385	0,105	0,280
Capitaux à risque élevé	2,641	27	0,033	0,002	0,031
Immobilier	84,608	307	1,179	0,356	0,823
Futures et/ou Options	4,067	38	0,143	0,335	-0,192
Autres valeurs	58,037	264	3,386	4,619	-1,233
<b>TOTAL FIS</b>	<b>579,762</b>	<b>3 388</b>	<b>23,446</b>	<b>23,135</b>	<b>0,311</b>
<b>SICAR</b>					
Public-to-Private	0,126	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	1,195	11	0,000	0,000	0,000
Venture Capital	7,558	75	0,000	0,000	0,000
Private Equity	49,489	287	0,025	0,089	-0,064
<b>TOTAL SICAR</b>	<b>58,368</b>	<b>376</b>	<b>0,025</b>	<b>0,089</b>	<b>-0,064</b>
<b>TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS</b>	<b>4 149,916</b>	<b>14 770</b>	<b>497,191</b>	<b>625,370</b>	<b>-128,179</b>

### Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

Pays	Actifs nets en mia EUR)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
US	843,678	20,3%	171	4,6%	1 122	7,6%
GB	740,777	17,9%	257	7,0%	1 654	11,2%
CH	595,572	14,4%	551	14,9%	2 742	18,6%
DE	589,101	14,2%	1 222	33,0%	2 558	17,3%
FR	390,605	9,4%	287	7,8%	1 567	10,6%
IT	295,081	7,1%	137	3,7%	1 257	8,5%
BE	179,919	4,3%	156	4,2%	893	6,1%
LU	117,297	2,8%	253	6,8%	704	4,8%
NL	90,166	2,2%	43	1,2%	257	1,7%
DK	82,670	2,0%	23	0,6%	225	1,5%
AUTRES	225,050	5,4%	600	16,2%	1 791	12,1%
<b>TOTAL</b>	<b>4 149,916</b>	<b>100,0%</b>	<b>3 700</b>	<b>100,0%</b>	<b>14 770</b>	<b>100,0%</b>

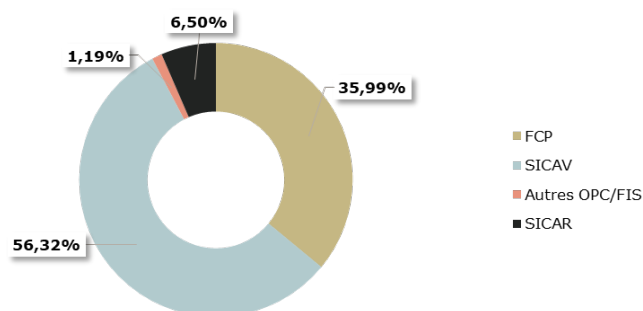
### Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia EUR)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	5,548	0,134%	26	0,176%
CAD	2,590	0,062%	22	0,149%
CHF	42,404	1,022%	268	1,814%
CNH	2,733	0,066%	26	0,176%
CNY	0,836	0,020%	3	0,020%
CZK	1,113	0,027%	71	0,481%
DKK	1,651	0,040%	15	0,102%
EUR	2 229,416	53,722%	9 288	62,884%
GBP	146,878	3,539%	319	2,160%
HKD	4,269	0,103%	9	0,061%
HUF	0,331	0,008%	30	0,203%
JPY	51,030	1,230%	193	1,307%
NOK	4,500	0,108%	37	0,250%
NZD	0,710	0,017%	4	0,027%
PLN	0,202	0,005%	9	0,061%
RON	0,450	0,011%	4	0,027%
SEK	36,005	0,868%	137	0,927%
SGD	0,831	0,020%	6	0,041%
TRY	0,004	0,000%	1	0,007%
USD	1 618,395	38,998%	4 301	29,120%
ZAR	0,020	0,000%	1	0,007%
<b>TOTAL</b>	<b>4 149,916</b>	<b>100,000%</b>	<b>14 770</b>	<b>100,000%</b>

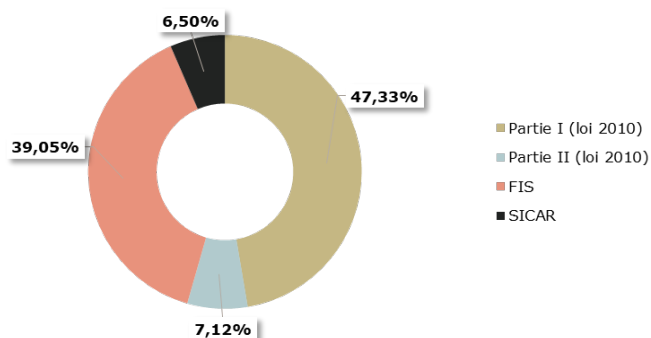
## OPC (Situation au 30 avril 2020)

### Nombre d'OPC

Répartition selon la forme juridique



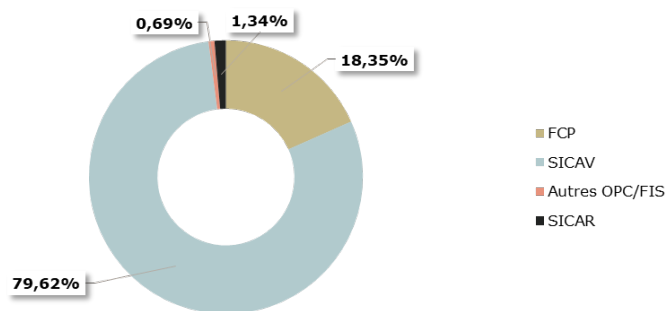
Répartition selon loi et partie applicables



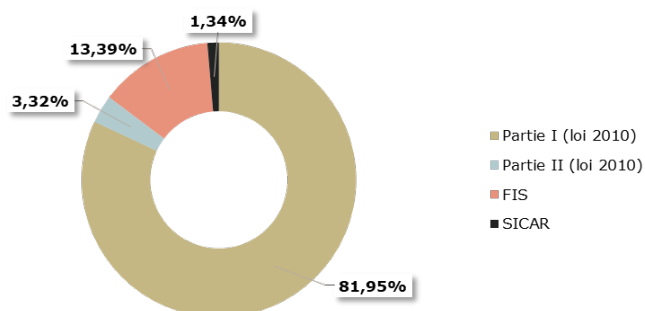
	FCP	SICAV	Autres OPC / FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	902	846	0	0	<b>1 748</b>
Partie II (loi 2010)	130	131	2	0	<b>263</b>
FIS	297	1 103	42	0	<b>1 442</b>
SICAR	0	0	0	240	<b>240</b>
<b>Total</b>	<b>1 329</b>	<b>2 080</b>	<b>44</b>	<b>240</b>	<b>3 693</b>

### Actifs nets des OPC

Répartition selon la forme juridique



Répartition selon loi et partie applicables



	FCP	SICAV	Autres OPC / FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	573,122	3 035,712	0,000	0,000	<b>3 608,834</b>
Partie II (loi 2010)	47,825	98,016	0,467	0,000	<b>146,308</b>
FIS	187,095	372,325	30,196	0,000	<b>589,616</b>
SICAR	0,000	0,000	0,000	58,925	<b>58,925</b>
<b>Total</b>	<b>808,042</b>	<b>3 506,053</b>	<b>30,663</b>	<b>58,925</b>	<b>4 403,683</b>

## Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 308,010	3 221
Valeurs mobilières à revenu variable	1 256,866	4 058
Valeurs mobilières diversifiées	897,783	3 780
Fonds de fonds	260,517	2 078
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	399,835	222
Liquidités	10,128	17
Valeurs mobilières non cotées	44,146	224
Capitaux à risque élevé	2,712	29
Immobilier	87,591	315
Futures et/ou Options	11,764	107
Autres valeurs	65,406	293
Public-to-Private	0,127	3
Mezzanine	1,341	12
Venture Capital (SICAR)	8,209	77
Private Equity (SICAR)	49,248	284
<b>TOTAL</b>	<b>4 403,683</b>	<b>14 720</b>

## Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités	Émissions (en mia €)	Rachats (en mia €)	Émissions nettes (en mia €)
<b>PARTIE I</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 193,887	2 696	62,983	54,371	8,612
Valeurs mobilières à revenu variable	1 182,768	3 720	46,760	44,549	2,211
Valeurs mobilières diversifiées	710,313	2 746	22,153	20,770	1,383
Fonds de fonds	126,092	880	3,436	2,553	0,883
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	376,633	177	219,659	187,150	32,509
Liquidités	10,074	14	3,230	2,981	0,249
Futures et/ou Options	6,368	51	0,424	0,226	0,198
Autres valeurs	2,699	10	0,116	0,092	0,024
<b>TOTAL PARTIE I</b>	<b>3 608,834</b>	<b>10 294</b>	<b>358,761</b>	<b>312,692</b>	<b>46,069</b>
<b>PARTIE II</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	17,790	90	0,670	1,047	-0,377
Valeurs mobilières à revenu variable	16,036	57	0,289	0,183	0,106
Valeurs mobilières diversifiées	51,693	188	2,135	1,641	0,494
Fonds de fonds	26,217	228	0,306	0,474	-0,168
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	17,764	35	1,406	0,979	0,427
Liquidités	0,000	0	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	8,116	18	0,289	0,541	-0,252
Capitaux à risque élevé	0,029	1	0,000	0,000	0,000
Immobilier	2,891	20	0,273	0,000	0,273
Futures et/ou Options	1,392	18	0,009	0,054	-0,045
Autres valeurs	4,380	17	0,032	0,098	-0,066
<b>TOTAL PARTIE II</b>	<b>146,308</b>	<b>672</b>	<b>5,409</b>	<b>5,017</b>	<b>0,392</b>
<b>FIS</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	96,333	435	3,697	5,812	-2,115
Valeurs mobilières à revenu variable	58,062	281	0,694	0,617	0,077
Valeurs mobilières diversifiées	135,777	846	1,802	3,407	-1,605
Fonds de fonds	108,208	970	1,688	1,877	-0,189
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	5,438	10	1,591	0,730	0,861
Liquidités	0,054	3	0,001	0,001	0,000
Valeurs mobilières non cotées	36,030	206	0,611	0,493	0,118
Capitaux à risque élevé	2,683	28	0,020	0,018	0,002
Immobilier	84,700	295	0,742	0,848	-0,106
Futures et/ou Options	4,004	38	0,068	0,146	-0,078
Autres valeurs	58,327	266	1,157	1,526	-0,369
<b>TOTAL FIS</b>	<b>589,616</b>	<b>3 378</b>	<b>12,071</b>	<b>15,475</b>	<b>-3,404</b>
<b>SICAR</b>					
Public-to-Private	0,127	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	1,341	12	0,000	0,000	0,000
Venture Capital	8,209	77	0,003	0,000	0,003
Private Equity	49,248	284	0,015	0,193	-0,178
<b>TOTAL SICAR</b>	<b>58,925</b>	<b>376</b>	<b>0,018</b>	<b>0,193</b>	<b>-0,175</b>
<b>TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS</b>	<b>4 403,683</b>	<b>14 720</b>	<b>376,259</b>	<b>333,377</b>	<b>42,882</b>

### Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

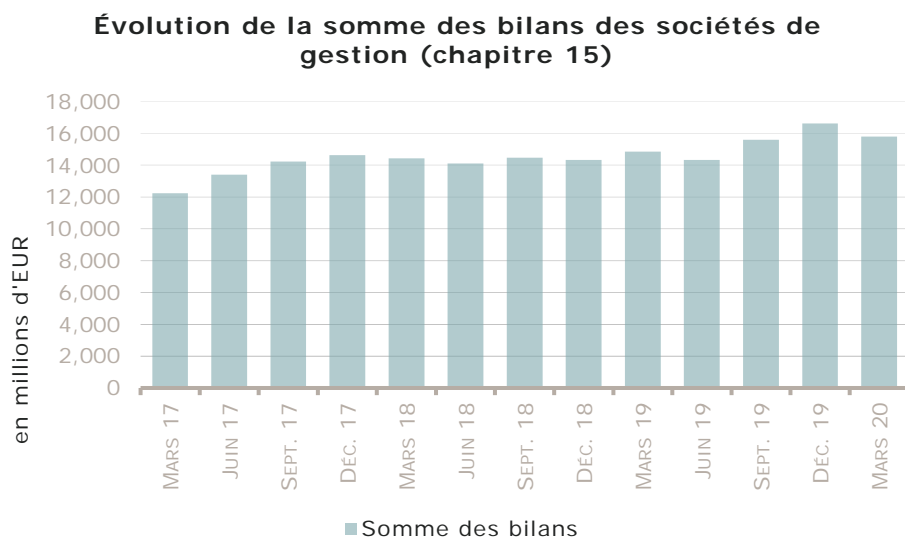
Pays	Actifs nets (en mia EUR)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
US	919,437	20,9%	171	4,6%	1 110	7,5%
GB	787,758	17,9%	257	7,0%	1 651	11,2%
CH	630,300	14,3%	551	14,9%	2 748	18,7%
DE	615,942	14,0%	1 218	33,0%	2 540	17,3%
FR	413,186	9,4%	287	7,8%	1 563	10,6%
IT	308,219	7,0%	139	3,7%	1 246	8,5%
BE	191,323	4,3%	156	4,2%	897	6,1%
LU	119,035	2,7%	251	6,8%	695	4,7%
NL	93,623	2,1%	43	1,2%	257	1,7%
DK	87,442	2,0%	23	0,6%	225	1,5%
AUTRES	237,418	5,4%	597	16,2%	1 788	12,2%
<b>TOTAL</b>	<b>4 403,683</b>	<b>100,0%</b>	<b>3 693</b>	<b>100,0%</b>	<b>14 720</b>	<b>100,0%</b>

### Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia EUR)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	6,167	0,140%	26	0,177%
CAD	2,804	0,064%	22	0,149%
CHF	44,762	1,016%	270	1,834%
CNH	2,995	0,068%	26	0,177%
CNY	0,953	0,022%	4	0,027%
CZK	1,173	0,027%	71	0,482%
DKK	1,699	0,039%	15	0,102%
EUR	2 324,777	52,792%	9 246	62,812%
GBP	159,788	3,628%	320	2,174%
HKD	4,461	0,101%	9	0,061%
HUF	0,343	0,008%	30	0,204%
JPY	53,647	1,218%	191	1,297%
NOK	4,885	0,111%	36	0,245%
NZD	0,765	0,017%	4	0,027%
PLN	0,207	0,005%	9	0,061%
RON	0,460	0,010%	4	0,027%
SEK	38,625	0,877%	137	0,931%
SGD	0,904	0,021%	6	0,041%
TRY	0,004	0,000%	1	0,007%
USD	1 754,244	39,836%	4 292	29,158%
ZAR	0,020	0,000%	1	0,007%
<b>TOTAL</b>	<b>4 403,683</b>	<b>100,000%</b>	<b>14 720</b>	<b>100,000%</b>



## Société de gestion (Chapitre 15) : somme des bilans au 31 mars 2020 en baisse



## Fonds de pension

Au 26 mai 2020, **12 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

À la même date, **18 professionnels** étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

## Organismes de titrisation

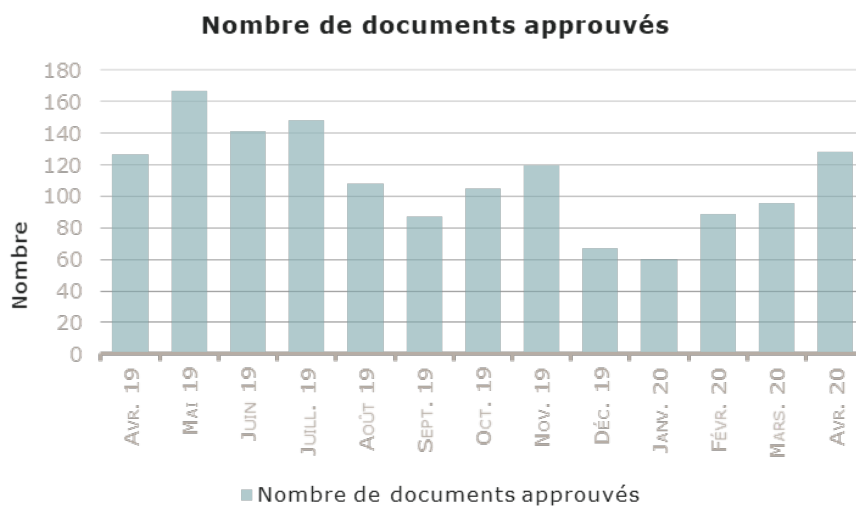
Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **33 unités** au 26 mai 2020.

## Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 30 avril 2020, **55 cabinets de révision agréés** et **318 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **24 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

## Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé

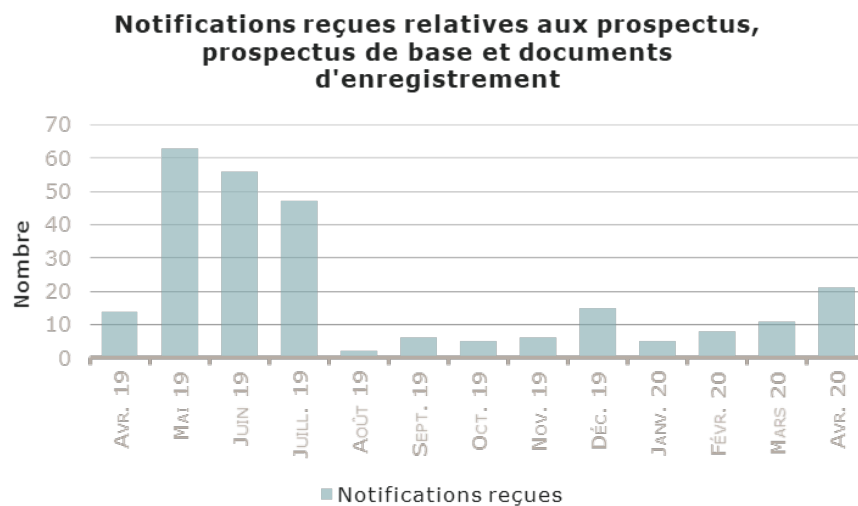
### Approbations par la CSSF



Au cours du mois d'avril 2020, la CSSF a approuvé sur base de la réglementation prospectus un total de 128 documents, qui se répartissent comme suit :

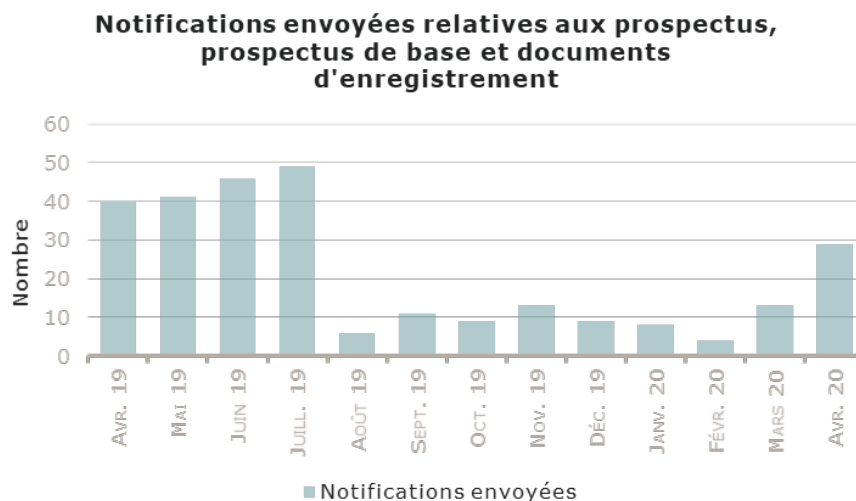
prospectus de base :	32	(25,00 %)
autres prospectus :	17	(13,28 %)
documents d'enregistrement :	6	(4,69 %)
suppléments :	73	(57,03 %)

## Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois d'avril 2020, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 21 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 78 notifications relatives à des suppléments.

## Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois d'avril 2020, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 27 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base, 2 notifications relatives à des documents d'enregistrement ainsi que 50 notifications relatives à des suppléments<sup>1</sup>

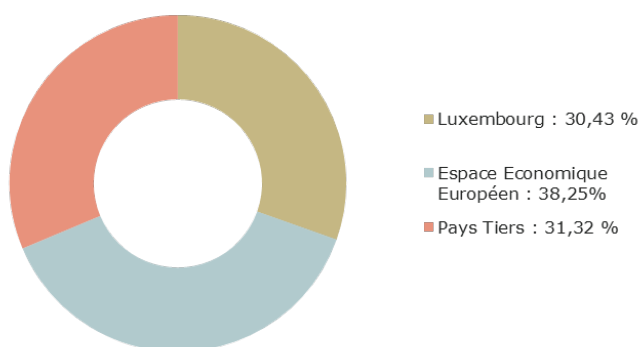
<sup>1</sup> Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base, documents d'enregistrement et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs États membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs États membres n'est compté qu'une seule fois.

## Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

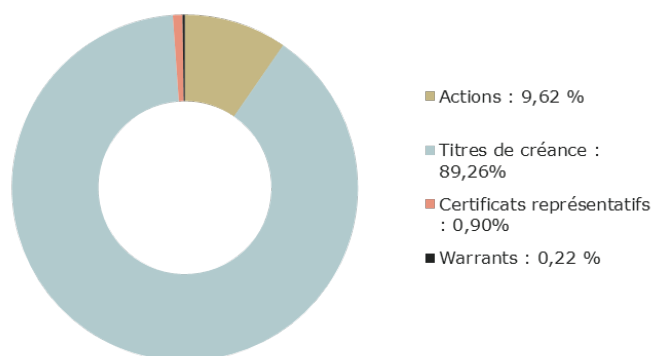
Depuis le 10 avril 2020, 3 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme État membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 2 émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 8 mai 2020, **447 émetteurs** sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



## RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, deux personnes ont rejoint les services de la CSSF qui compte, au 1<sup>er</sup> mai 2020, suite au départ d'un agent, 929 agents, dont 499 hommes et 430 femmes. Elles ont été affectées aux services suivants :

### On-site inspection

Agnès GAUTHIER

### Systèmes d'informations de la CSSF

Mathieu SARRASIN

## ACTUALITES EUROPEENNES/INTERNATIONALES DE FÉVRIER 2020

*(uniquement en anglais)*

### BANKING REGULATION AND SINGLE SUPERVISORY MECHANISM

#### Single Supervisory Mechanism (SSM) - European Central Bank (ECB)

Date	Publications	Description
06.04.2020	<a href="#">List of supervised entities (as of 1 March 2020)</a>	The ECB has updated the list of supervised entities and supervised groups that are directly supervised by the ECB ("significant supervised entity" and "significant supervised group", as defined in Article 2, points (16) and (22) of the SSM Framework Regulation). It has also published the list of entities supervised by a national competent authority (NCA). In Luxembourg, the number of significant institutions at the highest level of consolidation that are directly supervised by the ECB has remained unchanged at 5 institutions, and the number of less significant institutions has remained unchanged at 61 institutions.
7.04.2020	<a href="#">ECB publishes supervisory banking statistics for the fourth quarter of 2019</a>	The ECB has published the Supervisory Banking Statistics for the fourth quarter of 2019.
15.04.2020	<a href="#">Letter from Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board, to Mr Zanni, MEP, on Level 2 and Level 3 assets</a>	The ECB has published a letter from the Chair of the Supervisory Board to a Member of the European Parliament in response to a written request on Level 2 and Level 3 assets.
17.04.2020	<a href="#">Letter from Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board, to Mr Giegold, MEP, on the prudential oversight of less significant institutions</a>	The ECB has published a letter from the Chair of the Supervisory Board to a Member of the European Parliament in response to a written request on the prudential oversight of less significant institutions.
23.04.2020	<a href="#">Letter from Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board, to Mr Giegold, MEP, on anti-money laundering</a>	The ECB has published a letter from the Chair of the Supervisory Board to a Member of the European Parliament in response to a written request on anti-money laundering.
23.04.2020	<a href="#">Letter from Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board, to Mr Giegold, MEP, on fit and proper assessment</a>	The ECB has published a letter from the Chair of the Supervisory Board to a Member of the European Parliament in response to a written request on fit and proper assessment.

**23.04.2020** [Letter from Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board, to Mr Melo, MEP, on anti-money laundering measures](#) The ECB has published a letter from the Chair of the Supervisory Board to a Member of the European Parliament in response to a written request on anti-money laundering measures.

**30.04.2020** [Letter from Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board, to Mr Giegold, MEP, on exchange of information with anti-money laundering authorities](#) The ECB has published a letter from the Chair of the Supervisory Board to a Member of the European Parliament in response to a written request on exchange of information with anti-money laundering authorities.

Date	Interviews and speeches	Description
<b>01.04.2020</b>	<a href="#">Andrea Enria: Interview with Bloomberg TV</a>	Interview with Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board of the ECB, conducted by Anna Edwards and Matt Miller on 31 March and published on 1 April 2020
<b>20.04.2020</b>	<a href="#">Andrea Enria: Interview with El Confidencia</a>	Interview with Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board of the ECB, conducted by Jorge Zuloaga on 16 April and published on 20 April 2020

#### European Parliament, European Commission and European Council

Date	Regulatory developments	Description
<b>22.04.2020</b>	<a href="#">Commission Regulation (EU) 2020/551 of 21 April 2020 amending Regulation (EC) No 1126/2008</a>	The European Commission has adopted Commission Regulation (EU) 2020/551 of 21 April 2020 amending Regulation (EC) No 1126/2008 adopting certain international accounting standards in accordance with Regulation (EC) No 1606/2002 of the European Parliament and of the Council as regards International Financial Reporting Standard 3 (IFRS 3) Business Combinations.

## European Banking Authority (EBA)

Date	Publications	Description
08.04.2020	<a href="#"><u>EBA updates impact of the Basel III reforms on EU banks' capital and compliance with liquidity measures</u></a>	<p>The EBA has published two Reports, which measure the impact of implementing the final Basel III reforms and monitor the current implementation of liquidity measures in the EU.</p> <p>Being based on June 2019 reporting date, these results do not reflect the economic impact of the coronavirus disease (Covid-19) on participating banks.</p>
15.04.2020	<a href="#"><u>EBA issues updated Guidelines on equivalence of non-EU authorities for participation in supervisory colleges</u></a>	<p>The EBA has issued its Guidelines on the equivalence of confidentiality and professional secrecy regimes by adding the New York State Department of Financial Services (United States) to the current list of non-EU (third country) supervisory authorities whose confidentiality regimes can be regarded as equivalent. These Guidelines replaced the amending Recommendations on equivalence of non-EU authorities.</p> <p>The EBA Guidelines are designed to help EU authorities in their assessment of third country equivalence and to facilitate cooperation with third country supervisory authorities and their participation in supervisory colleges overseeing international banks.</p>
17.04.2020	<a href="#"><u>EBA agrees with the European Commission's amendments to standards on risk weights to specialised lending exposures</u></a>	<p>The EBA has published an Opinion in response to the European Commission's intention to amend the EBA's final draft regulatory technical standards (RTS) on assigning risk weights to specialised lending exposures before endorsing them.</p>



## European Supervisory Authorities (ESAs)

Date	Consultation	Description
23.04.2020	<a href="#">ESAs consult on Environmental, Social and Governance disclosure rules</a>	<p>The three ESAs (EBA, EIOPA and ESMA) have issued a Consultation Paper seeking input on proposed environmental, social and governance (ESG) disclosure standards for financial market participants, advisers and products.</p> <p>These standards have been developed under the EU Regulation on sustainability-related disclosures in the financial services sector (SFDR), aiming to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- strengthen protection for end-investors;</li> <li>- improve the disclosures to investors from a broad range of financial market participants and financial advisers; and</li> <li>- improve the disclosures to investors regarding financial products.</li> </ul> <p>The consultation runs until <b>1 September 2020</b>.</p>

## Basel Committee on Banking Supervision (BCBS)

Date	Publications	Description
08.04.2020	<a href="#">Basel III monitoring results based on end-June 2019 data published by the Basel Committee</a>	<p>The BCBS has published the results of its latest Basel III monitoring exercise, based on data as of 30 June 2019.</p> <p>The report sets out the impact of the Basel III framework that was initially agreed in 2010 as well as the effects of the BCBS December 2017 finalisation of the Basel III reforms and the finalisation of the market risk framework published in January 2019.</p>
29.04.2020	<a href="#">Basel Committee issues progress report on banks' implementation of the "Principles for effective risk data aggregation and reporting"</a>	<p>The BCBS has published its latest progress report on banks' implementation of the Principles for effective risk data aggregation and reporting. Issued in January 2013, the Principles aim to strengthen banks' risk data aggregation and risk reporting with a view to improving their risk management, decision-making processes and resolvability.</p>

## Macroprudential topics and fora

### European Central Bank

Date	Publications	Description
28.04.2020	<a href="#">The euro area bank lending survey – First quarter of 2020</a>	<p>The ECB has published the results of its latest bank lending survey (BLS), conducted between 19 March and 3 April 2020.</p> <p>The report presents the impact that the situation in financial markets has had on banks, the impact on banks of the measures recently taken by the ECB, and the banks' expectations for the second quarter of 2020.</p>
28.04.2020	<a href="#">Framework to assess cross-border spillover effects of macroprudential policies, April 2020</a>	<p>The ECB has published an analysis of cross-border spillover effects of macroprudential policies, to assess the overall impact of specific macroprudential instruments.</p>

### European Systemic Risk Board (ESRB)

Date	Publication	Description
09.04.2020	<a href="#">ESRB risk dashboard, April 2020 (Issue 31)</a>	<p>The ESRB has published its quarterly risk dashboard, presenting indicators related to systemic risk and financial market conditions, credit risk, banks, insurance, CCPs, investment funds and other financial institutions.</p>

### Countercyclical Capital buffer (CCyB)

The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

Country	CCyB rate	Application since
<b>Belgium</b>	0%	01/04/2020
<b>Bulgaria</b>	0.5%	01/04/2020
<b>Czech Republic</b>	1.0%	01/04/2020
<b>Denmark</b>	1%	30/09/2019
	1.5% *	30/06/2020
	2% *	30/12/2020
<b>France</b>	0.5%	02/04/2020
<b>Germany</b>	0%	01/04/2020
<b>Iceland</b>	0%	18/03/2020
<b>Ireland</b>	0%	01/04/2020
<b>Lithuania</b>	0%	01/04/2020
<b>Luxembourg</b>	0.25%	01/01/2020
	0.5% *	01/01/2021
<b>Norway</b>	1%	13/03/2020
<b>Slovakia</b>	1.5%	01/08/2019
	2% *	01/08/2020
<b>Sweden</b>	0%	16/03/2020
<b>United Kingdom</b>	0%	11/03/2020

Pending CCyB rates are followed by an asterisk ("\*").

Released/Decreased buffers are highlighted in grey.

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).

## Financial Stability Board (FSB)

Date	Consultation	Description
20.04.2020	<a href="#">Effective Practices for Cyber Incident Response and Recovery: Consultative document</a>	<p>The FSB published a consultative document to develop a toolkit aimed at financial institutions, to provide them with a set of effective practices to prevent, respond to, and recover from, a cyber incident.</p> <p>The consultation runs until <b>20 July 2020</b>.</p>

## NEWS OF THE EUROPEAN SECURITIES AND MARKETS AUTHORITY (ESMA)

Date	Publications	Description
01.04.2020	<a href="#">ESMA appoints Magdalena Łapsa-Parczewska as Chair of the Advisory Committee on Proportionality</a>	The Board of Supervisors of ESMA has appointed Magdalena Łapsa-Parczewska, the Managing Director for Capital Market Supervision of the Komisja Nadzoru Finansowego (KNF) of Poland, as Chair of ESMA's Advisory Committee on Proportionality (ACP).
01.04.2020	<a href="#">ESMA completes review of MiFID II commodity derivatives regime</a>	ESMA has published a review report on the impact of position limits and position management on commodity derivatives markets, following over two years of the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID II).
01.04.2020	<a href="#">ESMA advises the European Commission on inducements and costs and charges disclosures</a>	ESMA has published its advice to the European Commission (EC) on inducements and costs and charges disclosures under MiFID II.
02.04.2020	<a href="#">ESMA publishes 2019 report on enforcement of corporate disclosure</a>	ESMA has published its Annual Report on enforcement and regulatory activities related to corporate reporting within the European Economic Area (EEA). The Report presents the 2019 activities of ESMA and of European accounting enforcers when examining compliance of financial and non-financial statements provided by European issuers.
02.04.2020	<a href="#">ESMA publishes 24th extract from its EECS database</a>	ESMA has published the 24th extract from its database of enforcement decisions on financial statements.
02.04.2020	<a href="#">ESMA consults on clearing solutions for Pension Scheme</a>	ESMA has launched a public consultation on a range of issues regarding potential central

Arrangements under EMIR

clearing solutions for Pension Scheme Arrangements (PSAs) under the European Market Infrastructure Regulation (EMIR). The consultation is based on ESMA's First Report to the European Commission documenting the progress made to date towards potential clearing solutions for PSAs.

The consultation runs until **15 June 2020**.

<b>03.04.2020</b>	<u><a href="#">ESMA Updates Its Public Statement of Consultation Practices</a></u>	ESMA has updated its Public Statement of Consultation Practices to take account of the amendments which the ESAs' review has made to the ESMA Regulation.
<b>03.04.2020</b>	<u><a href="#">ESMA publishes guidance on performance fees in UCITS and certain AIFs</a></u>	ESMA has published its final guidance on performance fees in investment funds – applicable to Undertakings for the Collective Investment in Transferable Securities (UCITS) and certain types of Alternative Investment Funds (AIFs).
<b>06.04.2020</b>	<u><a href="#">ESMA report stresses impact of costs on retail investor benefits</a></u>	ESMA has published its second annual statistical report on the cost and performance of retail investment products in the European Union (EU).
<b>06.04.2020</b>	<u><a href="#">ESMA publishes translations for Guidelines on standardised procedures and messaging protocols</a></u>	ESMA has issued the official translations of its guidelines on standardised procedures and messaging protocols.
<b>07.04.2020</b>	<u><a href="#">MIFID II: ESMA issues latest double volume cap data</a></u>	ESMA has updated its public register with the latest set of double volume cap (DVC) data under the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID II).
<b>08.04.2020</b>	<u><a href="#">ESMA issues an opinion on Hungarian product intervention measures</a></u>	ESMA has issued two opinions on product intervention measures taken by the Magyar Nemzeti Bank of Hungary (MNB).
<b>09.04.2020</b>	<u><a href="#">ESMA sets out supervisory expectations on publication of investment funds periodic reports</a></u>	ESMA has issued a public statement directed at Fund Managers concerning their obligations to publish yearly and half-yearly reports.
<b>09.04.2020</b>	<u><a href="#">ESMA promotes coordinated action regarding benchmarks external audit requirements</a></u>	ESMA has issued a Public Statement to promote coordinated action by National Competent Authorities (NCAs) regarding the timeliness of fulfilling external audit requirements for interest rate benchmark administrators and contributors



to interest rate benchmarks.

---

<b>15.04.2020</b>	<a href="#"><u>ESMA issues positive opinions on short selling bans by Austrian FMA, Belgian FSMA, French AMF, Greek HCMC and Spanish CNMV</u></a>	ESMA has issued opinions agreeing to the renewal of the emergency restrictions on short selling and similar transactions by the Finanzmarktaufsicht (FMA) of Austria, the Financial Securities and Markets Authority (FSMA) of Belgium, the Autorité des Marchés Financiers (AMF) of France, the Hellenic Capital Market Commission (HCMC) of Greece and the Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV) of Spain.
<b>17.04.2020</b>	<a href="#"><u>ESMA and MAS sign MoU on Singapore's Financial Benchmarks</u></a>	ESMA and the Monetary Authority of Singapore (MAS) have signed a Memorandum of Understanding (MoU), completing the process to allow the use of Singapore's financial benchmarks in the EU. Under the MoU, ESMA and MAS will share information and supervisory activities on Singapore-regulated financial benchmarks.
<b>28.04.2020</b>	<a href="#"><u>ESMA publishes templates for quarterly non-equity systematic internaliser data</u></a>	ESMA has published the template for the publication of the quarterly non-equity SI data and clarified that the annual non-equity transparency calculations will be made available through the Financial Instrument Transparency System (FITRS) and its Registers starting on 15 July 2020.
<b>29.04.2020</b>	<a href="#"><u>ESMA issues No Action Letter on the new ESG disclosure requirements under the Benchmarks Regulation</u></a>	ESMA has issued a No Action Letter to promote coordinated action by National Competent Authorities (NCAs) regarding the new environmental, social and governance (ESG) disclosure requirements for benchmark administrators under the Benchmarks Regulation (BMR). It has also issued an Opinion to the European Commission (EC) on the need for prompt adoption of the relevant Delegated Acts.
<b>30.04.2020</b>	<a href="#"><u>ESMA publishes annual bond transparency calculations, systematic internalisers calculations and new bond liquidity data</u></a>	ESMA has made available, under the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID II) and Regulation (MiFIR): the annual transparency calculations of the large in scale (LIS) and size specific to the instruments (SSTI) thresholds for bonds; systematic internaliser calculations for equity, equity-like instruments and bonds; and new data for bonds subject to the pre- and post-trade requirements of MiFID II and MiFIR.

---

## PLACE FINANCIÈRE

### Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
<b>Banques</b>	Nombre (26/05/2020)	128	↘ 5 entités
	Somme des bilans (31/12/2019)	EUR 821,775 mia	↗ EUR 47,397 mia
	Résultat avant provisions (31/12/2019)	EUR 4,749 mia	↘ EUR 310 mio
<b>Établissements de paiement</b>	Nombre (26/05/2020)	14	↗ 4 entités
<b>Établissements de monnaie électronique</b>	Nombre (26/05/2020)	9	↗ 1 entité
<b>OPC</b>	Nombre (13/05/2020)	Partie I loi 2010 : 1 746	↘ 61 entités
		Partie II loi 2010 : 263	↘ 28 entités
		FIS : 1 442	↘ 65 entités
		TOTAL : 3 451	↘ 154 entités
	Nombre (08/05/2020)	SICAR : 240	↘ 28 entités
	Patrimoine global net (31/03/2020)	EUR 4 149,916 mia	↘ EUR 255,020 mia
<b>Sociétés de gestion (Chapitre 15)</b>	Nombre (30/04/2020)	193	↘ 14 entités
	Somme des bilans (31/03/2020) <sup>2</sup>	EUR 15,801 mia	↗ EUR 952 mio
<b>Sociétés de gestion (Chapitre 16)</b>	Nombre (30/04/2020)	157	↘ 9 entités
<b>Gestionnaires de FIA</b>	Nombre (13/05/2020)	258	↗ 6 entités
<b>Fonds de pension</b>	Nombre (26/05/2020)	12	aucune variation
<b>Organismes de titrisation agréés</b>	Nombre (26/05/2020)	33	↗ 2 entités
<b>Entreprises d'investissement</b>	Nombre (26/05/2020)	99	↗ 1 entité
	Somme des bilans (31/03/2020)	EUR 2,029 mia	↗ EUR 640 mio
	Résultat net provisoire (31/03/2020)	EUR 49,10 mio	↗ EUR 9,68 mio
<b>PSF spécialisés</b>	Nombre (26/05/2020)	101	↘ 8 entités
	Somme des bilans (31/03/2020)	EUR 6,704 mia	↘ EUR 457 mio
	Résultat net provisoire (31/03/2020)	EUR 8,02 mio	↘ EUR 24,12 mio
<b>PSF de support</b>	Nombre (26/05/2020)	72	↘ 3 entités
	Somme des bilans (31/03/2020)	EUR 1,865 mia	↘ EUR 222 mio
	Résultat net provisoire (31/03/2020)	EUR 23,78 mio	↘ EUR 3,99 mio
<b>Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence</b>	Nombre (08/05/2020)	447	↘ 27 entités
<b>Supervision de la profession de l'audit</b>	Nombre (30/04/2020)	55 cabinets de révision agréés	↘ 4 entités
		318 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 4 personnes
		24 contrôleurs et entités de pays tiers	↗ 1 entité
<b>Emploi (31/03/2020)</b>	Banques <sup>3</sup>	26 390 personnes	↘ 239 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15) <sup>3</sup>	4 903 personnes	↗ 96 personnes
	Entreprises d'investissement	1 709 personnes	↘ 770 personnes
	PSF spécialisés	5 238 personnes	↗ 588 personnes
	PSF de support	10 078 personnes	↘ 118 personnes
	Établissements de paiement/de monnaie électronique	605 personnes	N/A
	<b>Total</b>	<b>48 923 personnes</b>	<b>↘ 443 personnes<sup>3</sup></b>

<sup>2</sup> Chiffres provisoires

<sup>3</sup> Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.